



ÉDITO

Chers lecteurs,

Le coup d'envoi de la grande fête du football africain au Maroc, de la Coupe d'Afrique des Nations, a démarré et nous sommes à la veille des célébrations de fin d'année.

Dans un monde de plus en plus sérieux et tendu géopolitiquement, le divertissement, à travers les événements sportifs et artistiques, demeure essentiel pour nous apporter un peu de fraîcheur.

Cette newsletter de décembre reprend nos articles et podcasts parus au cours des mois de novembre et de décembre sur des sujets de réflexion liés à l'importance de la prise en compte de l'héritage des grands événements, au développement de l'esport, au rôle grandissant de l'IA et à l'évolution des pratiques sportives et ludosportives de demain.

L'année 2026 sera marquée par la tenue de la coupe du monde de football de la Fifa en juin 2026 sur le continent américain et par la tenue des premiers Jeux Olympiques de la Jeunesse sur le continent africain qui auront lieu à Dakar début novembre 2026.

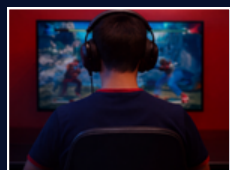
En attendant de vous retrouver en 2026, je vous souhaite à tous et toutes d'excellentes fêtes de fin d'année.



Thomas Gil,
Fondateur et
Président d'ASE



Héritage des méga-événements sportifs :
Que reste-t-il après la fête ?



Esport et Jeux Olympiques : deux mondes encore bien différents



L'IA : Non Pas une Évolution, mais une Révolution Globale –
Enjeux, Impacts et Avenir pour l'Afrique, les arts, les pratiques...



Retards dans les événements sportifs : peut-on vraiment rattraper le temps perdu ?



SIMA 2025 – Quand Cotonou devient l'épicentre de la musique africaine

À LA UNE

HÉRITAGE DES MÉGA-ÉVÉNEMENTS SPORTIFS : QUE RESTE-T-IL APRÈS LA FÊTE ?

JO, Coupes du monde, grandes compétitions : moteurs de transformation ou gouffres financiers et écologiques ?

À chaque fois qu'un pays obtient l'organisation des Jeux Olympiques ou d'une Coupe du monde de football, le discours est rodé : modernisation des infrastructures, dynamisation du tourisme, héritage positif pour le sport et pour les populations. Les méga-événements sportifs sont présentés comme des accélérateurs de développement, des occasions uniques de transformation.

Pourtant, quand les projecteurs s'éteignent, le bilan est souvent plus nuancé. Dettes publiques, stades vides, quartiers gentrifiés, déplacements de populations, empreinte carbone colossale : depuis plusieurs années, chercheurs, ONG et citoyens questionnent la réalité de cet « héritage » tant vanté par les organisateurs et les instances sportives. Paris 2024, Qatar 2022, candidature de l'Arabie saoudite pour 2034, projets de JO d'hiver dans des régions déjà très fragilisées par le réchauffement climatique : la question de l'après n'a jamais été aussi centrale.

Que reste-t-il vraiment après la fête ?

1. Le récit officiel : modernisation, rayonnement et cohésion

Du côté des États et des comités d'organisation, l'argumentaire repose sur trois piliers majeurs : l'investissement dans les infrastructures, le rayonnement international et la cohésion sociale.

Sur le plan matériel, les JO ou les Coupes du monde sont l'occasion d'accélérer des projets souvent déjà dans les cartons : nouvelles lignes de métro ou de tram, rénovation de gares, développement de quartiers entiers, construction d'équipements sportifs polyvalents. Barcelone 1992 est fréquemment citée comme un cas d'école : les Jeux ont permis de réaménager le front de mer, de percer des axes routiers, de moderniser les transports et de repositionner la ville comme destination touristique mondiale.

Sur le plan symbolique, les méga-événements permettent de projeter une image de puissance, de modernité, de stabilité. Les pays émergents ou contestés y voient un moyen de « raconter une autre histoire » d'eux-mêmes. La fierté nationale, les émotions collectives, les souvenirs partagés sont également mis en avant comme une forme d'héritage immatériel : un pays qui a « réussi » ses Jeux ou sa Coupe du monde en retire un capital symbolique durable.

2. La réalité économique : budgets explosés et éléphants blancs

Les travaux académiques sur les méga-événements sont cependant beaucoup plus critiques. De nombreuses études montrent que la plupart des JO et des Coupes du monde dépassent largement leur budget initial. Les estimations sont souvent optimistes, voire volontairement minimisées lors de la phase de candidature pour rendre le projet politiquement acceptable.

Une fois l'événement passé, la facture réelle apparaît : surcoûts de construction, dépenses de sécurité, coûts de maintenance des infrastructures. Dans certains cas, les stades ou équipements construits spécialement pour l'événement deviennent des « éléphants blancs » : coûteux à entretenir, peu utilisés, mal intégrés aux besoins réels du territoire. L'Afrique du Sud après 2010, le Brésil après 2014 et 2016 ont largement documenté ce phénomène.

Dans les pays aux finances publiques fragiles, ces surcoûts se traduisent par un endettement durable ou par des arbitrages budgétaires au détriment d'autres priorités (éducation, santé, services publics du quotidien). La promesse d'un effet économique multiplicateur est contestée : si certains secteurs bénéficient ponctuellement (tourisme, hôtellerie, BTP), les effets macroscopiques sont souvent limités et très inégaux territorialement.

3. L'empreinte écologique : le coût caché de la fête

Pendant longtemps, l'argument environnemental était relégué au second plan dans l'analyse des héritages. Ce n'est plus le cas. À l'heure de l'urgence climatique, l'organisation de méga-événements super-émetteurs de CO₂ devient un sujet à part entière.

Construction de stades et d'infrastructures, importation de matériaux, déplacements massifs de spectateurs et de délégations par avion, climatisation d'installations en extérieur : l'impact carbone est gigantesque. La Coupe du monde 2022 au Qatar, organisée dans des stades en grande partie neufs, dans un pays très dépendant aux énergies fossiles, a été emblématique de cette contradiction. Malgré la communication sur la « neutralité carbone », des organisations indépendantes ont contesté les méthodes de calcul et dénoncé un verdissement de façade.

Les projets futurs posent des questions encore plus aiguës : JO d'hiver dans des régions de montagne déjà fortement touchées par le manque de neige, Coupe du monde 2034 en Arabie saoudite nécessitant la construction ou la rénovation d'un très grand nombre de stades dans un environnement désertique. Dans ces conditions, l'idée même d'héritage positif doit désormais intégrer une dimension climatique incontournable.

4. Les effets sociaux : gentrification, expulsions, tensions

Au-delà des finances et du climat, les méga-événements transforment les villes et les territoires sur le plan social. Dans de nombreux cas, les quartiers ciblés pour les aménagements sont des zones populaires, industrielles ou jugées « dégradées ». Les opérations d'urbanisme liées à l'événement entraînent parfois la démolition de logements, le déplacement de populations, la montée des loyers et la transformation des tissus commerciaux.

Les travaux menés sur Rio 2016, Londres 2012, mais aussi sur des événements plus anciens, montrent que l'héritage urbain peut être ambivalent : amélioration de certains services pour une partie des habitants, mais exclusion ou marginalisation d'autres. Les populations locales les plus précaires supportent souvent le poids principal des restructurations, sans toujours bénéficier des retombées positives promises. Là encore, la question démocratique est centrale : qui décide des aménagements ? Qui participe aux débats ? Qui profite réellement des investissements ?



5. Vers un nouveau modèle d'héritage ?

Face à ces critiques, le discours des instances sportives a évolué. Le Comité international olympique insiste désormais sur la nécessité d'utiliser des infrastructures existantes, de limiter les constructions nouvelles, de mutualiser les sites entre plusieurs événements, voire entre plusieurs pays. Les dossiers de candidature doivent inclure des plans détaillés d'héritage, avec des indicateurs mesurables.

Sur le papier, l'ambition est claire : passer d'un modèle de gigantisme à un modèle de sobriété, mieux articulé aux besoins réels des territoires. Dans la pratique, la tension demeure entre la volonté de réduire l'empreinte écologique et financière et la tentation de proposer des événements toujours plus spectaculaires, capables d'attirer les sponsors et les audiences mondiales.

Pour les citoyens, la clé réside de plus en plus dans la transparence, la participation et l'évaluation rigoureuse des héritages. Avant de s'engager pour un méga-événement, de plus en plus de villes exigent des garanties précises et la possibilité de se retirer si les conditions ne sont pas réunies. Le retrait de plusieurs villes occidentales de candidats aux JO d'hiver ces dernières années illustre ce tournant.

Conclusion : un héritage à condition de changer de logique

L'idée que les grands événements laissent un héritage positif n'est pas en soi un mythe, mais une promesse sous condition. Certains exemples montrent que des transformations durables, socialement utiles et relativement sobres en ressources sont possibles. D'autres illustrent au contraire les dérives d'un modèle basé sur le prestige, la construction massive et la sous-estimation des coûts.

À l'heure où la contrainte climatique se durcit et où les marges budgétaires se réduisent, la question n'est plus de savoir si les méga-événements doivent avoir un héritage positif, mais s'ils peuvent encore en avoir un dans le cadre actuel. La réponse dépendra de la capacité des organisateurs, des États et des instances sportives à accepter une forme de décroissance symbolique : moins de gigantisme, plus d'ancrage local, moins de communication abstraite, plus d'indicateurs concrets.

Sans cette inflexion, les méga-événements risquent de devenir, aux yeux d'une partie croissante de la population, le symbole d'un monde d'avant, incapable de se réformer malgré l'urgence sociale et environnementale.

ESPORT ET JEUX OLYMPIQUES : DEUX MONDES ENCORE BIEN DIFFÉRENTS

Rupture du deal saoudien, report des Olympic Esports Games, incompréhension avec la communauté : le CIO peut-il encore rattraper le coup ?

En annonçant la création des Olympic Esports Games, le Comité international olympique (CIO) pensait ouvrir un nouveau chapitre de son histoire. L'objectif : capter l'attention de générations de fans de jeux vidéo, diversifier son offre et moderniser l'image du mouvement olympique. Pour donner corps à ce projet, un accord de long terme est conclu avec l'Arabie saoudite, devenue en quelques années l'un des epicentres mondiaux de l'esport.

Mais très vite, le rêve tourne au feuilleton. Critiques d'ONG, malaise dans la communauté esport, incompréhensions sur le choix des jeux, report de la première édition, puis finalement rupture du partenariat avec Riyad : en 2025, le projet apparaît fragilisé. L'épisode pose une question de fond : le CIO a-t-il réellement compris ce qu'est l'esport, ou tente-t-il de plaquer un cadre institutionnel traditionnel sur un univers qui s'est construit en dehors de lui ?

1. Pourquoi le CIO veut absolument l'esport

Depuis plusieurs années, les études internes du CIO convergent : l'âge moyen des téléspectateurs des Jeux Olympiques augmente, tandis que les jeunes publics consomment davantage de contenus numériques, de streaming et... d'esport. De grandes compétitions comme les Worlds de League of Legends, The International de Dota 2 ou les grandes ligues de Counter-Strike rassemblent des audiences massives, parfois comparables à celles de certains sports traditionnels.

Pour le CIO, l'enjeu est double. D'une part, ne pas se laisser dépasser par un nouvel écosystème compétitif qui capte du temps de cerveau disponible et des investissements de sponsors historiquement présents dans le sport. D'autre part, affirmer que les Jeux restent la vitrine ultime de la performance humaine, y compris dans le numérique. D'où l'idée d'événements pilotes (Olympic Virtual Series, Olympic Esports Week), puis de Jeux olympiques de l'esport à part entière.

2. Le choix saoudien : puissance financière et crise d'image

Pour porter ce projet, le CIO choisit de s'adosser à l'Arabie saoudite, qui a lancé une politique très offensive dans l'esport et le jeu vidéo : création de giga-tournois, investissement dans des éditeurs, construction d'arénas dédiées, etc. Du point de vue logistique et financier, ce choix est cohérent : Riyad dispose des ressources, des infrastructures et d'une volonté politique claire de devenir une plaque tournante mondiale.

Mais politiquement, le choix est explosif. Depuis plusieurs années, le royaume est au cœur des critiques pour ses atteintes aux droits humains, son rôle régional et l'utilisation du sport (football, F1, golf, boxe, maintenant esport) comme instrument de soft power. De nombreuses ONG et observateurs parlent de « sportswashing ».

Associer l'image olympique – officiellement fondée sur des valeurs de paix, de respect et de dignité humaine – à ce partenaire soulève un malaise immédiat.

3. Une incompréhension profonde avec la culture esport

Au-delà de la dimension géopolitique, c'est le rapport même du CIO à l'esport qui interroge. Lors des événements pilotes, le comité privilégie des jeux qui simulent des sports olympiques (aviron virtuel, tir, taekwondo, etc.) ou des titres au contenu jugé « compatible » avec les valeurs olympiques. Problème : ce ne sont pas ceux que la communauté considère comme le cœur de l'esport.

Les principaux jeux compétitifs – League of Legends, Counter-Strike, Valorant, Dota 2, Fortnite en mode compétitif – sont soit violents, soit propriétés d'éditeurs aux intérêts parfois divergents avec ceux du CIO, soit les deux. En refusant de les intégrer, le CIO envoie le signal qu'il veut « son propre » esport, aseptisé, plus proche d'une déclinaison numérique du programme olympique classique que d'une réelle reconnaissance de la scène existante.

Pour beaucoup de joueurs, de commentateurs et de fans, cette approche révèle une méconnaissance profonde de l'histoire et des codes de l'esport : l'importance de la communauté, le rôle central des éditeurs, la culture des scènes compétitives, la place du streaming et des plateformes spécialisées.

4. Rupture du deal et report : un projet en suspens

Sous le feu croisé des critiques sur le choix de l'Arabie saoudite et des réserves de la communauté esport, le CIO choisit progressivement de temporiser. La première édition des Olympic Esports Games, un temps évoquée pour 2025, est repoussée. Puis, à l'automne 2025, c'est le coup de théâtre : le partenariat avec Riyad est officiellement rompu.

Officiellement, le CIO évoque des « divergences de vision » et la volonté de « réévaluer le format ». Officieusement, de nombreux observateurs y voient le résultat d'un faisceau de pressions : ONG, médias, acteurs du monde sportif traditionnel inquiets pour l'image olympique, mais aussi éditeurs de jeux vidéo soucieux de préserver leur propre liberté stratégique.

Résultat : à deux ans de l'échéance envisagée pour une première édition, le projet n'a plus d'hôte, plus de calendrier clair, et reste flou sur la liste des jeux qui pourraient y figurer. Le « big bang » olympique de l'esport a tourné, pour l'instant, en faux départ.

Depuis le début des années 2020, les avancées en intelligence artificielle (IA) s'accroissent à un rythme inédit – non plus simplement comme des outils numériques additionnels, mais comme des transformateurs profonds de nos économies, de nos sociétés, de nos loisirs et de nos aspirations. Ce n'est plus une évolution – c'est une révolution. Mais comme toute révolution, elle suscite autant d'espoirs que d'interrogations : l'IA sera-t-elle bénéfique pour l'humanité ? Quels secteurs va-t-elle métamorphoser ? Et surtout, l'Afrique pourra-t-elle profiter de cette vague ou risque-t-elle une nouvelle fracture numérique ?

Les IA entraînées sur des données non représentatives peuvent marginaliser les populations africaines. La dépendance à des technologies étrangères peut devenir un risque stratégique majeur.

COMMENT S'ADAPTER À CETTE RÉVOLUTION – EN PARTICULIER POUR L'AFRIQUE ?

1. Investir massivement dans la formation

Former des millions de jeunes Africains à l'IA, au numérique, à la data science.

2. Construire des infrastructures modernes

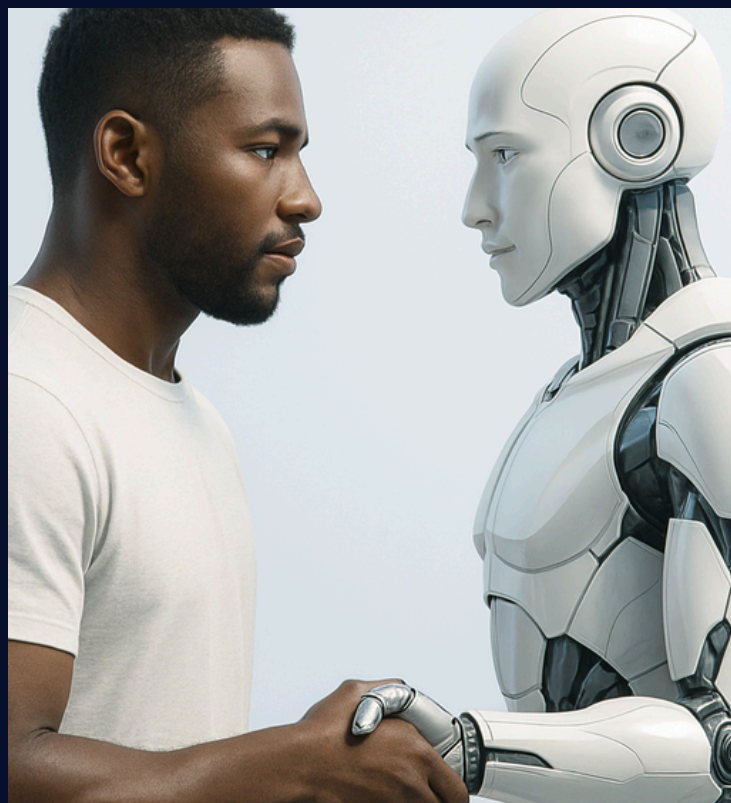
Internet, data centers, énergie : sans cela, aucune IA ne peut se développer.

3. Développer une IA éthique, adaptée au contexte africain

L'IA doit servir les populations locales – santé, agriculture, sport, éducation – et non les remplacer.

4. Encourager l'innovation sportive, culturelle et créative

Utiliser l'IA comme assistant, analyseur, coach, créateur – pas comme substitut intégral à l'humain.



L'IA VA-T-ELLE REMPLACER LES HUMAINS ?

L'IA + robotique va remplacer des tâches, mais pas l'humain.

Les métiers vont évoluer :

- Moins de tâches répétitives ou pénibles
- Plus de supervision, de créativité, de décision
- L'humain devient « coaché » par l'IA

Mais l'IA ne pourra jamais remplacer :

- l'empathie,
- la culture,
- la complexité émotionnelle,
- la conscience,
- la créativité humaine profonde.

L'IA doit être un assistant – pas un maître.

Tout progres est il bon pour l'humanité ? l'IA est il une revolution tout en tant que l'internet? L'Afrique peut elle relever le défi pour éviter une fracture numérique et prendre le train en marche? L'IA generative à la robotique tout va de plus en vite.

Ce qui est sur aujourd'hui, l'IA est déjà une revolution et ce partout dans le monde et le continent africain n'y échappera pas. Elle transformera le monde – mais la façon dont elle le fera dépendra entièrement de nos choix collectifs. Pour l'Afrique, le défi est immense : saisir cette révolution pour rattraper le retard, sans être marginalisée.

L'avenir appartient aux sociétés qui sauront intégrer l'IA sans perdre l'humain.

L'IA ne doit pas remplacer l'homme, mais l'aider à devenir encore plus humain.

Ceci est valable dans chaque secteur mais aussi au niveau des arts, des sports et de l'événementiel.

RETARDS DANS LES ÉVÉNEMENTS SPORTIFS : PEUT-ON VRAIMENT RATTRAPER LE TEMPS PERDU ?

QUAND LE TEMPS DEVIENT UNE QUESTION DE SÉCURITÉ

Derrière la magie des cérémonies d'ouverture, les performances des athlètes et la ferveur des foules, il y a une réalité beaucoup moins spectaculaire : le temps. Dans la préparation d'un grand événement sportif, le temps est la matière première invisible qui conditionne tout le reste – la qualité, la fiabilité, la sécurité et, finalement, la réussite.

Mais quand les préparatifs prennent du retard, une question cruciale se pose : Peut-on vraiment rattraper le temps perdu sans en payer le prix ? Les exemples récents le prouvent : certains retards peuvent être absorbés... d'autres, en revanche, créent des risques majeurs, compromettant à la fois la sécurité, la qualité et l'héritage du projet.

I. LE RETARD, SYMPTÔME D'UN SYSTÈME SOUS TENSION

1. Une planification d'une extrême complexité

Les grands événements sportifs sont des machines temporelles d'une précision quasi militaire. Ils impliquent des chantiers d'infrastructure, des flux logistiques et humains colossaux, des systèmes de billetterie, de transport et de sécurité numérique interconnectés, et des milliers d'intervenants publics et privés. Chaque étape dépend de la précédente : un retard sur un chantier, une homologation ou un test logistique entraîne une réaction en chaîne.

2. Le temps comme facteur de sécurité

Dans ces environnements complexes, le temps n'est pas qu'un paramètre logistique : il est un élément fondamental de la sécurité. Les procédures de test, de certification, d'entraînement et d'identification des risques exigent des semaines, parfois des mois. Un calendrier trop compressé réduit la capacité à identifier et à mitiger les imprévus, transformant le retard initial en risque systémique.

II. RATTRAPER LE RETARD : POSSIBLE, MAIS JAMAIS SANS COMPROMIS

1. L'accélération forcée et ses conséquences

Pour sauver un calendrier, les organisateurs ont recours à des moyens exceptionnels : travail en continu, équipes doublées, sous-traitance massive, livraisons à flux tendu. Cela permet de rattraper le temps sur le papier... mais au prix de la qualité et de la sécurité. Les contrôles sont bâclés, les protocoles de test sont réduits, les marges de sécurité s'amincissent, et la coordination entre prestataires devient chaotique.

2. Quand le retard devient irrattrapable – le risque du point de rupture

Pour sauver un calendrier, les organisateurs ont recours à des moyens exceptionnels : travail en continu, équipes doublées, sous-traitance massive, livraisons à flux tendu. Cela permet de rattraper le temps sur le papier... mais au prix de la qualité et de la sécurité. Les contrôles sont bâclés, les protocoles de test sont réduits, les marges de sécurité s'amincissent, et la coordination entre prestataires devient chaotique.

3. Des exemples récents parlants

En 2012, Londres a dû déployer l'armée en renfort à cause d'un prestataire de sécurité en retard. En 2016, les Jeux de Rio ont connu des problèmes de structures et de systèmes de billetterie livrés à la dernière minute. En 2022, la finale de la Ligue des Champions au Stade de France a révélé les conséquences d'une coordination insuffisante et de process mal testés.

III. RATTRAPER À TOUT PRIX : LA VICTOIRE DU COURT TERME SUR L'HÉRITAGE

1. Livrer coûte que coûte : une victoire en trompe-l'œil

Les grands événements finissent presque toujours par se tenir. Mais à quel prix ? Derrière les images spectaculaires et les applaudissements, les traces de la précipitation sont profondes : finitions bâclées, dispositifs fragiles, stress des équipes, et infrastructures conçues pour durer mais qui vieillissent mal. On gagne la bataille du calendrier, mais on perd celle de la durabilité.

2. L'héritage, victime silencieuse du manque de temps

Le retard absorbé dans l'urgence sacrifie l'après-événement. Les projets d'héritage social, environnemental ou économique – souvent annoncés comme la promesse du projet – sont écartés ou réduits. Les infrastructures construites à la hâte deviennent des coquilles vides : stades inutilisés, équipements dégradés, zones mal reconverties. L'urgence de l'instant détruit la vision de long terme.

CONCLUSION : OUI, UN RETARD PEUT ÊTRE RÉSORBÉ – MAIS AU PRIX FORT

Peut-on rattraper un retard dans les préparatifs d'un grand événement sportif ? Oui, mais rarement sans sacrifier quelque chose d'essentiel. Les retards légers peuvent être absorbés par une meilleure coordination ou un renfort logistique. Mais les retards majeurs – ceux qui touchent à la construction, à la sécurité ou à la technologie – ne peuvent pas être comblés sans affaiblir la qualité, la fiabilité et la sécurité du projet.

On peut toujours livrer à l'heure. Mais on ne peut pas fabriquer la sécurité et la durabilité dans l'urgence.

Au final, les grands événements réussis ne sont pas ceux qui ont tenu le délai à tout prix, mais ceux qui ont su respecter le temps nécessaire à la qualité, à la sûreté et à l'héritage. Car un événement sportif ne se juge pas seulement à son spectacle : il se mesure à la trace qu'il laisse – et à la sécurité avec laquelle il s'est écrit.

SIMA 2025 – QUAND COTONOU EST DEVENUE L'ÉPICENTRE DE LA MUSIQUE AFRICAINE



AVEC LE SOUTIEN INSTITUTIONNEL DU MINISTÈRE DU TOURISME, DE LA CULTURE ET DES ARTS, À TRAVERS BÉNIN TOURISME ET L'ADAC



THÈME

FAIRE RAYONNER ET FINANCER LES MUSIQUES D'AFRIQUE FRANCOPHONE : **DU POTENTIEL AUX PREUVES**

13 ► 14 NOV. 2025 **SOFITEL COTONOU (Bénin)**

1. DONNÉES DE BASE : QUI, QUOI, OÙ, QUAND, COMMENT

Le SIMA 2025 (Salon des Industries Musicales d'Afrique Francophone) s'est tenu du 10 au 15 novembre 2025 à Cotonou, au Bénin. Placée sous le thème « Du potentiel aux preuves : faire rayonner et financer les musiques d'Afrique francophone », cette deuxième édition a exploré la transformation de la créativité en véritable industrie.

Le programme comprenait :

- Une résidence artistique immersive les 10, 11 et 12 novembre,
- Un salon professionnel les 13 et 14 novembre dédié au réseautage, aux conférences et au business,
- Un grand concert de clôture le 15 novembre, ouvert au grand public.

Le SIMA a réuni artistes, producteurs, majors, institutions, investisseurs et entrepreneurs autour de l'un des marchés culturels les plus dynamiques du continent.

2. L'INNOVATION & L'IMPACT À LA LOUPE

Cette édition s'est affirmée comme bien plus qu'un simple salon : elle a incarné une véritable rupture de paradigme pour les industries culturelles africaines francophones.

- Elle a mis l'accent sur le financement et la monétisation des talents, à travers les droits d'auteur, la certification, l'exportation et les modèles économiques du live.
- Elle a positionné l'Afrique francophone comme un hub international de création et de collaboration, attirant majors, investisseurs et plateformes globales.

- Elle a combiné réflexion stratégique, via conférences, panels et rencontres business, et création immersive à travers résidences et showcases, dans un format hybride.

- Elle s'est appuyée sur la technologie, les données et la professionnalisation des métiers culturels afin d'accompagner le passage de l'amateurisme à une industrie structurée.

En somme, le SIMA 2025 ne s'est pas contenté d'être une vitrine : il a visé à devenir un accélérateur de transformation économique et culturelle pour l'Afrique francophone.

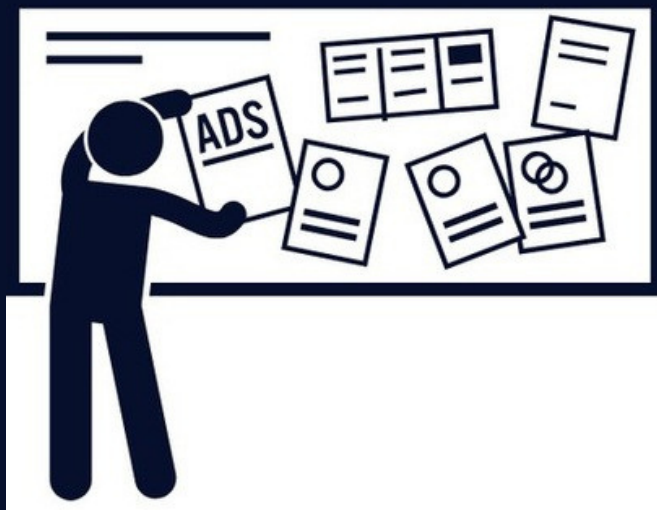
3. LES VEDETTES, LA PROGRAMMATION & CE QU'IL NE FALLAIT PAS MANQUER

Parmi les temps forts de cette édition :

- Des artistes de premier plan et des acteurs majeurs de l'industrie, incluant labels, majors et institutions internationales, ont été présents.
- Des panels et conférences ont réuni des experts de la propriété intellectuelle, de la data, du live et des marchés émergents.
- Un concert de clôture spectaculaire a marqué le temps fort grand public, célébrant le talent africain.
- De nombreuses opportunités de business, de networking et de matchmaking ont favorisé les échanges entre créateurs africains et acteurs mondiaux.

Cette programmation riche a fait de Cotonou, pendant six jours, le point de convergence incontournable des industries culturelles africaines francophones.

PUBLICITE



Ajouter votre pub ici
et bénéficiez de nos 3000 abonnés

Suivez-nous sur les réseaux sociaux :



Gouvernance éditoriale

- Rédacteur en chef : Thomas GIL
- Comité de rédaction : figures du sport, de la culture, de l'économie, de l'art africain
- Digital manager : Tsingy Technologies
- Journaliste présentatrice : Brakissa Komara, Nadia Ossie
- Partenariats : universités, centres culturels, agences, médias
- Images générées par IA
- Contact : contact@artsporevents.com

Copyright © 2025 ASE, tous droits réservés

ASE
ARTS & SPORTS EVENTS